confrérie de Notre-Dame de Pellevoisin ; mais elle doit être appelée uniquement confrérie de la Vierge Mère de Miséricorde.

Pour ce qui est du scapulaire, la Sacrée Congrégation des Rites a autorisé un scapulaire du Sacré-Cœur et non un scapulaire de Notre-Dame de Pellevoisin. Ce scapulaire porte sur l'une des deux pièces de laine blanche, réunies par un double cordon, l'emblème du Sacré-Cœur de Jésus ; sur l'autre, l'image de la Très Sainte Vierge.

Les personnes convaincues du caractère surnaturel des apparitions de Pellevoisin avaient présenté à l'approbation de la Sacrée Congrégation des Rites cette image de la Très Sainte Vierge, telle qu'elle se serait montrée dans cette apparition, c'est-à-dire portant elle-même le scapulaire ; de plus, elles imprimaient sur ce scapulaire les paroles que l'on disait avoir été prononcées par la Très Sainte Vierge dans les apparitions qu'elle aurait faites à Pellevoisin : « Je suis toute miséricordieuse », « j'aime cette dévotion. » La première de ces paroles était placée au-dessus de sa tête, l'autre à ses pieds. La Sacrée Congrégation fit supprimer ces paroles et les remplaça par ces mots : *Mater Misericordiae*.

On comprend la raison de cette mesure. Elle ne voulait point donner une approbation indirecte à des révélations sur lesquelles l'autorité diocésaine ne s'était point prononcée.

De plus, elle n'autorisa point, sur ces scapulaires, la nouvelle manière de représenter la Très Sainte Vierge, telle qu'elle se serait montrée à Pellevoisin, c'est-à-dire portant elle-même le scapulaire du Sacré-Cœur.

Aujourd'hui le Saint-Office défend aux prêtres qui ont établi dans leurs églises la confrérie de la Mère de Miséricorde, d'y exposer des statues ou tableaux où la Sainte Vierge serait représentée comme il a été interdit de la représenter sur les scapulaires.

Le décret du Concile de Trente, rappelé par le Saint-Office, dit : « Le Saint Concile ordonne qu'il ne soit point permis à qui que ce soit d'exposer ou de faire exposer aucune image extraordinaire dans aucun lieu ou temple sans l'approbation préalable de l'évêque. »